



GEF/ A.4/9
14 mai 2010

Quatrième Assemblée du FEM
Punta del Este (Uruguay)
25-26 mai 2010

Point 15 de l'ordre du jour

AMENDEMENT DE L'INSTRUMENT (PROJET)

INTRODUCTION

1. Le paragraphe 34 de l'Instrument du FEM dispose qu'un amendement de ce texte peut être approuvé « par consensus par l'Assemblée sur la recommandation du Conseil, compte tenu des opinions exprimées par les Agents d'exécution et l'Administrateur, et [il prend] effet une fois [qu'il a été adopté] par les Agents d'exécution et l'Administrateur conformément à leurs règles de procédure et règlements respectifs. » Le Conseil du FEM recommande à l'Assemblée, réunie en quatrième session, d'adopter les deux amendements présentés en détail ci-après.

NOMINATION ET DURÉE DU MANDAT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU FEM

2. En juin 2009, le Conseil a décidé de recommander à l'Assemblée d'adopter un amendement de l'Instrument qui éliminerait le rôle des Agents d'exécution dans la nomination du DG et porterait à quatre ans la durée du mandat du Directeur général et Président du FEM. Le paragraphe 27 du compte rendu conjoint des présidents de la réunion de juin 2009 du Conseil fait état de cette décision.

3. L'élimination du rôle des Agents d'exécution dans la nomination du Directeur général et Président du FEM tient essentiellement au fait qu'un ou plusieurs de ces Agents proposent parfois la candidature de membres de leurs services, ce qui crée des conflits d'intérêts lorsque les Agents en question font aussi partie du comité de sélection.

4. Il existe de très bonnes raisons de passer d'un mandat de trois ans, reconductible à volonté, à un mandat de quatre ans, reconductible une fois, pour le Directeur général et Président du FEM. La limitation du nombre de mandats permet de continuer à faire du FEM une agence multilatérale moderne, non dirigée par une seule personne ou influencée par un seul point de vue pendant trop longtemps. Un mandat de quatre ans au lieu de trois laisse au Directeur général et Président plus de temps pour appliquer efficacement les réformes et/ou les décisions de politique générale. Une période de trois ans est relativement courte pour voir aboutir les réformes ou les nouvelles politiques et est inférieure à la durée du mandat des responsables d'autres institutions financières internationales¹.

LE FEM, ROUAGE DU MÉCANISME FINANCIER DE LA CNUCLD

5. En décembre 2006, le Conseil a décidé de recommander à l'Assemblée d'adopter un amendement de l'Instrument qui ferait du FEM un rouage du mécanisme financier de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement

¹ La durée du mandat des autres responsables d'institutions financières internationales est généralement de quatre à cinq ans : cinq ans à la Banque mondiale, cinq à la BAD, cinq à la BID, quatre au FIDA, par exemple.

touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CNULD).
L'amendement reflète fidèlement les décisions prises en la matière par la Conférence des parties à la CNULD conformément aux articles 20 et 21 de la Convention.

AMENDEMENT DE L'INSTRUMENT

6. Le Conseil recommande donc à l'Assemblée, réunie en quatrième session, d'approuver par consensus les modifications figurant ci-après, et invite la Directrice générale et Présidente du FEM à les soumettre aux Agents d'exécution et à l'Administrateur et à leur demander de les adopter conformément à leurs règles et procédures respectives.

7. Le paragraphe 21 de l'Instrument est modifié comme suit :

Le Secrétariat du FEM assure le service de l'Assemblée et du Conseil et leur fait rapport. Le Secrétariat, qui est placé sous la direction du Directeur général/Président du Fonds, bénéficie du soutien administratif de la Banque mondiale et fonctionne de manière indépendante et efficace. **Le Conseil nomme le Directeur général pour un mandat à plein temps de quatre ans, reconductible une fois. ...**

8. En outre, le nouvel alinéa b) ci-dessous est ajouté au paragraphe 6, celui-ci étant renuméroté et devenant l'alinéa 6a).

Le FEM est un mécanisme financier de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CNULD), au sens des articles 20, paragraphe 2 b), et 21 de ladite Convention. Le Conseil examine et approuve les dispositions visant à faciliter la collaboration entre le FEM et les instances de la CNULD, et à promouvoir la coopération plurinationale en faveur des pays touchés, particulièrement en Afrique.

9. Les références au paragraphe 6 de l'Instrument seront modifiées comme il convient pour tenir compte de l'ajout de l'alinéa 6b).

10. S'ils sont approuvés par consensus, ces amendements seront transmis par le Secrétariat aux Agents d'exécution et à l'Administrateur pour qu'ils les adoptent conformément à leurs règles et procédures respectives. Ils entreront en vigueur une fois adoptés.